

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Céline Alléaume, candidate UDF fait le plein à Clérac !

Plus de cent personnes des cantons de Montlieu-la-Garde et de Montguyon ont répondu à l'invitation de Céline Alléaume, candidate UDF à l'élection législative, pour venir débattre, vendredi 23 mars, en salle des fêtes de Clérac, du projet de François Bayrou pour la France.

Entourée du sénateur de Charente, Philippe Arnaud, vice-président de l'UDF et exploitant agricole, de Jean-Luc Sauron, socialiste, professeur de droit communautaire et haut fonctionnaire, et de Gaspard Lépine, chercheur et chef d'entreprise dans le secteur viticole, Céline Alléaume profitait de la présentation de ses invités pour souligner à quel point on retrouvait la tous les ingrédients du projet politique de François Bayrou : « *Des hommes et des femmes de terrain, d'entreprises, de recherche et de fonction publique, de sensibilités centristes, de droite et de gauche qui se retrouvent autour d'une même table et travaillent ensemble dans l'intérêt de la France* ».

Message repris par le sénateur Arnaud qui comparait l'appel à l'union nationale de François Bayrou à ce que nos communes vivent déjà au quotidien :

« *Chacun sait bien, quelle que soit sa sensibilité, travailler avec l'autre pour le bien de tous. A l'échelle de la France, le projet de François Bayrou est de rendre aux nouvelles générations une France désendettée, en bonne santé économique et sociale et bien insérée dans le cadre européen* ».

M. Arnaud enchaînait en faisant part, à un auditoire très attentif, de ses inquiétudes pour la situation économique actuelle de notre pays et de l'état de la dette que nous allons laisser aux jeunes générations :

« *Est-il normal d'imputer l'avenir de nos enfants et petits-enfants en leur laissant l'énorme charge de cette dette ?* »

Il rappelait enfin que, si le rassemblement est souhaité par l'immense majorité des citoyens, il est rejeté par les appareils politiques.

Un premier tour de questions



des participants faisait rapidement ressortir les inquiétudes exprimées quant à l'avenir de l'Europe en général (entrée de la Turquie), de la ruralité et des villages en Sud-Saintonge en particulier. Dans le public, s'élevaient de fortes critiques concernant le comportement des entreprises du CAC 40 dans leur recours abusif aux plans sociaux. Certains évoquaient également la nécessité de diversifier et de renforcer la représentation agricole pour permettre aux exploitations de toutes tailles de se faire entendre.

Céline Alléaume répondait que, pour redonner de la vie à tous les territoires, il était d'abord primordial d'envoyer à l'Assemblée nationale des représentants profondément enracinés, équipés des meilleures compétences économiques et qui se dédient à plein temps à leurs missions : « *C'est à cette condition que le pouvoir politique pourra alors se comporter en alter ego du pouvoir économique. C'est pour cette raison que François Bayrou a dénoncé la collusion des intérêts entre les grands groupes de construction, les puissances médiatiques et l'État. Et c'est dans ce même objectif que l'UDF propose le mandat unique de député et une limitation accrue du cumul des mandats* ».

Revenant aux préoccupations locales en matière de dévelop-

pement, Céline Alléaume se disait persuadée que la filière sylvicole a un rôle important à jouer dans l'avenir économique de notre région, même si beaucoup d'innovations sont encore à réaliser.

Les interventions croisées du chef d'entreprise Gaspard Lépine et du spécialiste du droit communautaire Jean-Luc Sauron, en réponse à la question de l'avenir des villages en Sud-Saintonge posaient enfin deux principes forts : il ne peut y avoir d'économie locale dynamique et durable sans la rencontre et l'implication conjuguées de femmes et d'hommes d'entreprises et des élus locaux. Dans la bataille pour la dynamisation de l'économie rurale, l'Europe est un partenaire qui présente de nombreuses opportunités, à condition que l'État et les collectivités locales françaises sachent enfin s'en saisir. Des exemples concrets dans ce sens étaient évoqués par MM. Sauron et Lépine.

En conclusion, Céline Alléaume confirmait officiellement sa candidature aux législatives : « *Je me sens légitimée, de par ma formation, mes connaissances de terrain et aussi de par mon profond enracinement à cette région* ».

Les applaudissements enthousiastes qui ont salué cette annonce l'auront sans aucun doute confortée dans sa décision.



Née le 3 décembre 1977 à Saintes, Céline Alléaume est une Saintongeaise pure souche : enfance à Chierzac sur la commune de Bédénac, située au sein du canton de Montlieu-la-Garde, Collège à Montlieu la Garde, années pendant lesquelles elle a fait partie du Club de Natation Sud Saintonge (1^{er} club été du département pendant 5 ans) et acquis plusieurs titres de championne départementale de natation en brasse et dos crawlé. Lycée à Pons avant de partir sur Bordeaux puis Paris pour effectuer ses études supérieures et sa carrière dans le secteur de l'énergie. Sa famille, au sein de laquelle on compte 2 maires de communes du Sud Saintonge, est également Saintongeaise depuis plusieurs siècles ! Professionnellement, Céline est économiste et spécialiste du secteur de l'énergie en Europe : diplômée en Sciences Politiques et en Sciences Économiques de l'Université La Sorbonne Paris I, consultante en stratégie dans les secteurs pétroliers, gaziers et électriques depuis 10 ans, actuellement au sein du Groupe Cagemini où elle dirige le département de Recherche et Développement de Cagemini dans le secteur de l'énergie. Elle a réalisé de nombreuses missions pour le compte de pétroliers, de gaziers, d'électriciens, de ministères de l'Économie et de l'Énergie et de régulateurs des marchés électriques et gaziers en Europe. Elle a notamment conçu la Bourse d'échange de l'énergie en France, Powernext, conseillé le ministre de l'Économie néerlandais sur la régulation des prix haussiers de l'électricité pour les industriels et les PME néerlandaises, conseillé le ministre de l'Énergie et des Mines algérien sur la restructuration du secteur électrique et gazier en Algérie dans le cadre du projet Européen de création d'un marché régional de l'énergie au Maghreb, appuyé la structuration d'une joint-venture du Groupe Total en Roumanie, accompagné la réorganisation de la Régie d'électricité de Niort, dans les Deux-Sèvres, appuyé la formulation de la stratégie de plusieurs opérateurs nationaux et européens dans le domaine des énergies renouvelables, conçu l'Observatoire des marchés de détail de l'énergie français pour le compte du régulateur français de l'électricité et du gaz, la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE).